

REGION PAYS DE LA LOIRE
DEPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE
PREFECTURE D'ANGERS
ARRONDISSEMENT D'ANGERS
CANTON DE DURTAL

COMMUNAUTE DE COMMUNES ANJOU LOIR ET SARTHE
COMMUNE DELEGUEE DE DURTAL



DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
BUREAU DES PROCEDURES ENVIRONNEMENTALES ET FONCIERES



PROCES VERBAL DE CONSULTATION DU PUBLIC



CONCERNANT LA PROCEDURE DE CONSULTATION DU PUBLIC PARALLELISEE RELATIVE A LA
DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE PRESENTEE PAR LA SAS VOLTR EN VUE
D'OBTENIR L'AUTORISATION D'EXPLOITER UNE INSTALLATION DE TRI, TRANSIT, REGROUPEMENT ET
TRAITEMENT DE DECHETS DANGEREUX (BATTERIES DE LITHIUM-ION) AU LIEU-DIT « LES PETITES
BEILLARDIERES » SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE DURTAL



Dates de la consultation du public : du mercredi 03 septembre 2025 au mercredi 03 décembre 2025
Avis d'ouverture et d'organisation de la Consultation du Public prescrit le 07 août 2025

Décision du Tribunal Administratif de Nantes CP25000027/49 du 07 février 2025
Commissaire-enquêteur : Jean-Yves RIVEREAU

INTRODUCTION

Le délai de la phase de Consultation du public parallélisée étant purgé, conformément à l'article R.181-37 du Code de l'Environnement, le commissaire-enquêteur rencontre le porteur de projet pour lui communiquer les observations et propositions du public préalablement recueillies et consignées au cours de la consultation d'une durée de 3 mois.

La remise du procès-verbal de synthèse au porteur de projet eu lieu le 08 décembre 2025, dans les cinq jours suivant la clôture de la Consultation du public, au siège social de la SAS VoltR, à Madame Krystal ZAOUANE, Responsable Investissements ICPE pour le compte de la SAS VOLTR, dument habilitée.

L'ensemble des observations écrites transmises par voie électronique et sur registre ont été communiquées in extenso par le commissaire-enquêteur au maître d'ouvrage lors de la remise de son procès-verbal de synthèse.

Le procès-verbal de synthèse commenté par le commissaire-enquêteur a été remis en main propre à Madame ZAOUANE qui disposait de cinq jours à compter de la remise du procès-verbal, c'est-à-dire jusqu'au samedi 13 décembre 2025 inclus pour produire un éventuel mémoire en réponse.

LA CONSULTATION DU PUBLIC PARALLELISEE

La Consultation du public s'est déroulée sur une période de 92 jours consécutifs, du 03 septembre 2025 à 09 h 00 au 03 décembre 2025 à 17 h 15.

La Mairie de Durtal constituait le siège de la Consultation.

Le dossier version papier pouvait être consulté :

- sur le site internet dédié à la consultation <http://www.registre-dematerialise.fr/6541>
- depuis le site internet des services de l'Etat www.maine-et-loire.gouv.fr
- après demande présentée sur place en Préfecture selon les modalités prévues à l'article D.123-46-2 du Code de l'Environnement

Le public pouvait formuler ses observations et propositions :

- sur le site internet dédié à la consultation <http://www.registre-dematerialise.fr/6541>
- par courrier électronique à l'adresse pref-engpub-voltr@maine-et-loire.gouv.fr
- par courrier postal en mairie de Durtal à l'attention du commissaire-enquêteur
- lors des 2 réunions publiques et les 2 permanences organisées par le commissaire-enquêteur.

Conformément à l'Avis de Consultation du public par voie électronique, le commissaire-enquêteur a tenu 2 permanences en mairie de Durtal, le 08 octobre 2025 et le 05 novembre 2025.

Une personne s'est présentée à la permanence n°2, générant une observation sur le registre papier, transférée sans délai sur le registre dématérialisé par les soins du commissaire-enquêteur.

En outre, le commissaire-enquêteur a tenu 2 réunions publiques réglementaires avec la participation du porteur de projet, l'une le 09 septembre 2025 dite de « début de consultation », l'autre le 26 novembre 2025 dite de « fin de consultation ».

Les comptes-rendus des 2 réunions publiques ont été transférés sur la plateforme dédiée après validation du porteur de projet.

Concernant le registre numérique dédié, sélectionné par le porteur de projet, les statistiques enregistrées à la clôture sont les suivantes :

Procès-verbal de synthèse de consultation du public relatif à la demande d'autorisation environnementale présentée par la SAS VoltR en vue d'exploiter une installation de stockage de batteries Lithium-Ion au lieu-dit « les Petites Beillardières » sur le territoire de la commune de Durtal.

- 3 140 visiteurs ont consulté la plateforme
- 1 793 ont téléchargé au moins 1 document
- 2 111 téléchargements ont été effectués dont :
 - 199 l'Avis de Consultation
 - 123 le projet
 - 94 le Plan à l'échelle 1/200^{ème}
 - 93 la Décision au K par K
 - 93 l'Etude d'incidence

Le commissaire-enquêteur a par ailleurs été informé par mail émanant du BPEF le 04 décembre 2025, qu'aucune observation n'a été déposée sur la boîte mail dédiée à la Consultation du Public (pref-enqpub-voltr@maine-et-loire.gouv.fr) pour la période du 3 septembre 2025 au 3 décembre 2025, concernant le projet présenté par la société VOLTR.

Pendant le temps de la Consultation, aucun courrier à l'attention du commissaire-enquêteur n'a été reçu.

Aucune Fédération, Association opposée au projet ou de défense de l'environnement ne se sont manifestées durant le temps de la Consultation.

AVIS DES ORGANISMES CONSULTES ET DES COLLECTIVITES MIS EN LIGNE DURANT LE TEMPS DE LA CONSULTATION

Les Personnes Publiques Consultées et services compétents :

En application des dispositions des articles R.181-18 à R.181-33 du Code de l'Environnement, la demande d'Autorisation Environnementale a été notifiée à l'ensemble des Personnes Publiques Consultées et services compétents.

Ont été saisis : l'ARS – la DDT – le SDIS

Ont répondu :

- **L'ARS** : Avis rendu le 11 septembre 2025

Avis Favorable moyennant la réalisation d'une étude acoustique après mise en exploitation du site.

- **La DDT** : Avis rendu le 08 septembre 2025

Avis Favorable sous réserve de la prise en compte des remarques.

- **Le SDIS** : Avis rendu le 03 avril 2025 et transmis au commissaire-enquêteur le 10/10/2025

Avis favorable à la réalisation de ce projet moyennant le respect des prescriptions.

Les Avis des communes concernées :

Conformément au Code de l'Environnement, les conseils municipaux des communes de Durtal (*siège de l'enquête*) et Huillé-Lezigné (*commune concernée par le rayon d'affichage*), étaient appelés à donner leurs avis sur le projet.

La commune de Durtal s'est prononcée le 16 septembre 2025 dans le temps de la consultation.

Avis Favorable à la majorité.

La commune de Huillé-Lézigné s'est prononcée le 07 octobre 2025 dans le temps de la consultation.

Avis Favorable à la majorité.

L'Avis de l'Autorité Environnementale :

En application de l'article R.122-3 du Code de l'Environnement, le projet de création d'un site de stockage de batteries Lithium-Ion sur la commune de Durtal a fait l'objet d'un examen au cas par cas. L'Avis de l'Etat a été requis suite à la demande présentée par la SAS VOLTR considérée complète le 19 août 2024.

Sous réserve de la prise en compte de prescriptions exigées et au regard des éléments fournis, ce projet n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

LES REUNIONS PUBLIQUES REGLEMENTAIRES



L'équipe Projet VoltR :

- Mr François MALLET : Directeur des opérations et Co-Fondateur
- Mme Krystial ZAOUANE : Chargée de la Procédure ICPE
- Mme Fabienne TREGAROT : Responsable Qualité Sécurité Environnement

Conformément à la réglementation appliquée à la procédure de Consultation du Public parallélisée, 2 réunions publiques ont été organisées et tenues régulièrement.

Ces 2 réunions ont fait l'objet de 2 comptes-rendus mis en ligne sur la plateforme Internet de consultation.

La SAS VOLTR a répondu à l'ensemble des thèmes évoqués et validé les réponses aux questions posées par le public participant aux réunions.

CONTRIBUTIONS DU PUBLIC

Contribution n°1 : Déposée sur le Web le 08 novembre 2025 par Monsieur Aymeric TURMEL : Opposé au projet.

Risques d'explosion – incendie – pollution des sols – particules fines – peu générateur d'emplois. Protégeons nos enfants. NON à cette usine.

Réponse VOLTR du 16 novembre 2025 :

« Nous comprenons les inquiétudes exprimées concernant les risques potentiels liés au stockage de batteries lithium. Ces points ont été soigneusement étudiés dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale, qui vise précisément à prévenir les risques mentionnés. Ce dossier a été préparé, soumis et validé par des agences spécialisées

Procès-verbal de synthèse de consultation du public relatif à la demande d'autorisation environnementale présentée par la SAS VoltR en vue d'exploiter une installation de stockage de batteries Lithium-Ion au lieu-dit « les Petites Beillardières » sur le territoire de la commune de Durtal.

dans la maîtrise des risques (SDIS, ARS, DREAL).

risque incendie – explosion

Le projet concerne une installation de stockage sécurisé, et non une usine de fabrication.

Le site est équipé d'un système de détection automatique précoce et d'un système d'extinction automatique, permettant de contenir un éventuel départ de feu avant qu'il ne se propage. De plus, Le site est placé sous la surveillance permanente d'un opérateur agréé 24h/24, 7j/7, assurant une détection et une intervention rapide en cas d'incident.

Une étude de flux thermiques réalisée par l'INERIS a modélisé les scénarios les plus défavorables (sans système de détection ni d'extinction) et conclut à l'absence d'impact en dehors du site, même en cas d'incendie complet d'un compartiment. Les pompiers du SDIS local, pleinement associés à la conception du projet, ont émis un avis favorable sur les mesures de sécurité incendie. Une citerne pompier est installée sur le site, et un bassin de rétention permet de recueillir et traiter les eaux d'extinction.

• *Risque de pollution des sols et de l'air*

Les zones de stockage sont étanches et équipées de rétention. Les eaux d'extinction sont confinées dans un bassin de rétention étanche pour être traitées selon la réglementation afin d'éviter tout rejet dans le milieu naturel. Une étude spécifique menée par l'INERIS sur la toxicité des fumées conclut à l'absence d'impact à hauteur d'homme, les fumées s'élevant rapidement sans retombées au sol.

• *Emplois et ancrage local :*

Le projet n'est pas isolé : il constitue un pilier de développement de la société VoltR, dont le site principal est situé à Verrières-en-Anjou. L'installation de Durtal permettra d'accompagner la montée en puissance de la filière française du réemploi et du recyclage des batteries. À terme, plus de 80 emplois directs seront créés entre Angers et Durtal sur 5 ans. Certains emplois seront directement liés au site de Durtal.

• *Environnement et avenir :*

Ce projet s'inscrit dans une démarche d'économie circulaire et de transition énergétique, en prolongeant la durée de vie des batteries au lieu de les éliminer prématurément. Il contribue ainsi à réduire les déchets, économiser les ressources naturelles et diminuer l'empreinte carbone globale du stockage de l'énergie.

L'ensemble de ces éléments est détaillé et justifié dans le dossier soumis à la consultation du public. Le projet a été conçu avec le souci constant de sécurité, de transparence et de respect de l'environnement. Si malgré cette réponse, vos inquiétudes subsistent, nous vous invitons à participer à la réunion de clôture de la consultation du public prévue le 26 novembre 2025 de 18h à 20h afin que nous puissions échanger avec vous à ce sujet ».

QUESTION DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR EN EXTENSION

Les mesures appliquées à la protection de la qualité des eaux de ruissellement apparaissent clairement au dossier.

Le commissaire-enquêteur considère que le porteur de projet pourrait aller plus loin sur ce thème et qu'une mesure de suivi (fréquence) de la qualité des eaux de rejets serait pertinente.

En effet, je constate que le porteur de projet s'est exonéré de présenter un suivi de la qualité des eaux de ruissellement en aval du site, compte tenu de l'antériorité du site de stockage en question et de l'éventuel risque de départ de métaux lourds eu égard aux caractéristiques des produits stockés, après mise en exploitation de la centrale.

Le commissaire-enquêteur souhaiterait être éclairé sur ce point.

Contribution n°2 : Déposée sur le Web le 08 novembre 2025 par Madame Jessica TURMEL :

Opposée au projet.

Risques d'explosion – incendie – pollution des sols – particules fines – peu générateur d'emplois.

Protégeons nos enfants. NON à cette usine.

Réponse VOLTR du 16 novembre 2025 :

Identique à la réponse « Contribution n°1 ».

Contribution n°3 : Déposée sur le Web le 08 novembre 2025 anonyme :

Avis affiché très tardivement – déficit de communication en réseaux sur le projet – peu générateur d'emplois – quels bénéfices pour les habitants ? – manque de concertation avant arbitrage par le maire et ses conseillers.

Réponse VOLTR du 16 novembre 2025 :

« Nous comprenons les remarques exprimées concernant la communication autour du projet et le ressenti d'un manque de concertation. Le projet a cependant été conduit dans le respect strict de la procédure réglementaire applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et des délais exigés. Le commissaire enquêteur indépendant a vérifié que nous respectons tous les délais, que nous donnions à chacun la possibilité de s'exprimer et que les remarques étaient prises en considération.

La publicité de la consultation du public a bien été réalisée en bonne et due forme, conformément à la réglementation en vigueur :

- affichage en mairie de Durtal,
- affichage en préfecture,
- publication dans deux journaux d'annonces légales (Le Courrier de l'Ouest et Ouest-France),

• pose de panneaux d'Avis de Consultation du Public sur la commune de Durtal à sept points de passage clés. Une cartographie des points d'affichage se trouve dans les documents à disposition sur le site Préambules (CARTOGRAPHIE DES DIFFÉRENTS EMPLACEMENTS DE L'AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC),

et ce au moins 15 jours avant le début de la consultation soit le depuis le 18 Août 2025, comme le prévoit la réglementation. La consultation du public en cours constitue précisément le moment dédié à l'information et à l'expression des habitants.

Concernant la nature de l'activité, il s'agit d'un site de stockage sécurisé de batteries lithium-ion en attente de réemploi, de reconditionnement ou de recyclage. Ce projet s'inscrit dans une démarche d'économie circulaire et vise à réduire la production de déchets tout en valorisant les ressources existantes.

Sur le plan économique, ce site constitue un maillon essentiel du développement de la société VoltR, dont le site principal est basé à Angers. L'ensemble de ce développement représente plus de 80 emplois directs sur 5 ans entre Angers et Durtal, dont plusieurs localement, dans un secteur innovant au service de la transition énergétique.

Enfin, le projet présente des bénéfices locaux concrets :

- réutilisation d'un site existant pour une activité propre et silencieuse,
- création d'emplois qualifiés dans une filière d'avenir,
- installation conçue sous contrôle permanent de la DREAL et du SDIS, garantissant

sécurité et conformité.

Cette consultation du public a précisément pour but de permettre l'information et le dialogue, afin que les habitants puissent exprimer leurs observations et obtenir des réponses transparentes et argumentées. De ce fait, si cette réponse ne vous est pas satisfaisante, nous vous invitons à participer à la réunion de clôture de la consultation du public prévue le 26 novembre 2025 de 18h à 20h afin que nous puissions échanger avec vous à ce sujet ».

QUESTION DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR EN EXTENSION

S'agissant du volet publicité, le commissaire-enquêteur souhaiterait être informé des mesures de publicité complémentaires dont le projet a été l'objet, mesures couvrant notamment les limites des communes concernées par le projet et le département de Maine-et-Loire.

Contribution n°4 : Déposée sur registre le 05 novembre 2025 par Monsieur Ludovic GAULT lors de la permanence n°2 du commissaire-enquêteur tenue en mairie de Durtal.

Précisions concernant les impacts du projet sur son habitation récemment acquise au lieu-dit « les Thibergères ».

Envisage de participer à la réunion publique de clôture.

REPONSE VOLTR du 16 novembre 2025 :

« Nous prenons en compte cette remontée d'inquiétudes et recevront bien évidemment Monsieur Gault lors de la réunion de clôture afin de répondre à ses interrogations subsidiaires ».

Contribution n°5 : Déposée sur le Web le 27 novembre 2025 anonyme :

Bonjour M. Rivereau,

Je me suis présenté le mercredi soir 5 novembre à votre permanence en mairie de Durtal au sujet de cette enquête publique.

J'ai assisté également à la réunion publique de hier soir (mercredi 26 novembre) à la salle France services.

Nous avons également échangé à ce sujet.

Vous connaissez la raison de nos entrevues et j'aimerais vous solliciter pour un rdv physique.

Vous est-il possible de me contacter directement sur mon portable 0607716815.

Je ne conserverai pas votre n° de téléphone.

Cordialement

Réponse VOLTR du 30 novembre 2025 :

Cette plateforme numérique est exclusivement dédiée à la collecte d'observations et questions en relation avec le Projet VoltR. Pour toute autre demande, je vous invite à contacter les services de la Préfecture qui sauront vous orienter sur les sujets qui vous préoccupent.

QUESTIONS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

Question n°1 :

Le processus de Consultation du Public parallélisée touchant aux importants projets d'aménagements d'une commune, notamment le projet VOLTR sur la commune de Durtal, est une séquence incontournable de la procédure appliquée aux I.C.P.E.

A mon sens la population devrait pouvoir rester associée au processus de réflexion s'agissant du projet de stockage de batteries Lithium-Ion sur le site des « Beillardières ».

Procès-verbal de synthèse de consultation du public relatif à la demande d'autorisation environnementale présentée par la SAS VoltR en vue d'exploiter une installation de stockage de batteries Lithium-Ion au lieu-dit « les Petites Beillardières » sur le territoire de la commune de Durtal.

Il me paraît souhaitable de continuer d'associer la population située dans le périmètre rapproché du projet, au processus d'information qui permet de conduire avec efficacité le projet en mode exploitation, dans la continuité de la procédure d'information et de concertation engagées à ce stade du projet.

Je souhaiterais avoir connaissance de votre position sur ce sujet et recueillir les moyens que vous seriez à même de mettre en place à destination du public.

Question n°2 :

Un des effets néfastes engendrés par le réchauffement climatique, qui semble-t-il n'est pour l'heure plus contesté, le stress hydrique figure parmi ceux qui doivent être pris en compte, avec tout ce que cela comporte comme mesures de restrictions liées à l'utilisation de l'eau courante qu'il engendre.

Ceci posé, le projet VOLTR nécessite l'émergence de certains bâtiments et je considère que le porteur de projet devrait pouvoir aller plus loin en matière de gestion de l'eau potable et mettre en place certaines mesures pour faire en sorte de réserver l'eau courante exclusivement à des usages nobles.

Le dossier indique que bien que le besoin en eau issue du réseau public soit qualifié de faible, il n'en demeure pas moins que la consommation future d'eau potable soit à préserver.

Afin d'en limiter la consommation, il serait souhaitable que les eaux pluviales soient réutilisées pour des usages liés par exemple à l'irrigation des espaces ne nécessitant pas d'eau potable.

La mise en place d'économiseurs d'eau devrait pouvoir faire partie de ces mesures.

Aussi, je suggère que le maître d'ouvrage soit fortement incité à mettre en œuvre des systèmes de récupération des eaux de toitures édifiées sur le site, à l'échelle du nouvel aménagement.

Je souhaiterais être éclairé sur ce point s'agissant des dispositions que vous seriez à même de mettre en place afin de répondre à cette demande.

Question n°3 :

Sous la conduite de Madame Krystal ZAOUANE et Madame Fabienne TREGAROT, en charge du dossier pour le compte de la SAS VOLTR, le commissaire-enquêteur s'est rendu le 18 mars 2025 sur le terrain appelé à recevoir les aménagements prévus.

Le commissaire-enquêteur a constaté sur place qu'il y aurait lieu de prendre des mesures afin de réduire l'impact visuel au départ de l'habitation située au lieu-dit « les Thibergères ». Le dossier fait état d'un impact visuel ressenti en particulier au niveau des riverains du site parmi lesquels figurent entre autres, « les Thibergères et les Beillardières ».

Les mesures envisagées au dossier pour minimiser l'impact visuel au départ de ces 2 sites, à mon sens, devraient pouvoir être renforcées sur la section N/O par le porteur de projet.

Le commissaire-enquêteur souhaiterait être informé des mesures mises en place par le porteur de projet concernant l'écran visuel destiné à réduire tout impact visuel sur le projet, au départ du lieu-dit « les Thibergères ».

Procès-verbal établi ce jour 07 décembre 2025 en 2 exemplaires, dans les 5 jours suivant la clôture de la procédure de Consultation du Public.

Originaux des présentes remis le lundi 08 décembre 2025 en main propre à Madame Krystal ZAOUANE dûment habilitée, au siège de la SAS VOLTR à Verrières-en-Anjou, qui dispose d'un délai de 5 jours, soit jusqu'au 13 décembre 2025 inclus, pour fournir un éventuel mémoire en réponse.

Vous remerciant de votre attention,

Procès-verbal de synthèse de consultation du public relatif à la demande d'autorisation environnementale présentée par la SAS VoltR en vue d'exploiter une installation de stockage de batteries Lithium-Ion au lieu-dit « les Petites Beillardières » sur le territoire de la commune de Durtal.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour la SAS VOLTR

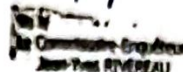


Madame Krystal ZAOUANE



VoltR, SAS au capital social de 114 070,90 € - SIREN 947 745 694
7 rue du bon puits, 49480 VERRIERES EN ANJOU
contact@volt-r.fr - 06 10 38 51 87

Fait à Verrières-en-Anjou
Le 09/12/2023 Le commissaire-enquêteur


Jean-Yves RIVÉREAU



Jean-Yves RIVÉREAU